

Jean Feyder : « L'Europe peut faire mieux »

Jean Feyder est, depuis 2005, le représentant permanent du Grand-Duché de Luxembourg auprès des Organisations internationales à Genève. Après avoir été directeur de la Coopération au développement du Luxembourg (1998-2005), il a présidé, entre autres, le Comité pour les pays les moins avancés auprès de l'Organisation mondiale du commerce (2006-2011). Il vient de publier un ouvrage intitulé « La faim tue », aux éditions L'Harmattan. Défis Sud lui a demandé ce qu'il pense des réactions de l'Union européenne aux crises alimentaires.



Un article sur le livre de Jean Feyder est publié sur : www.sosfaim.org

Jean Feyder : La «task force» des Nations unies, qui a été créée en 2008 pour faire face à la crise alimentaire, a estimé que, chaque année, entre 20 et 40 milliards d'euros d'investissements étaient nécessaires, au profit de la petite paysannerie notamment. Au sommet de l'Aquila, en 2009, les grandes puissances se sont engagées à débloquer 20 milliards sur 3 ans. Si l'on regarde ce qui a effectivement été fait, nous restons très loin du compte. La Facilité alimentaire de l'Union européenne, c'était 1 milliard sur 2 ans. Comme contribution globale de l'UE et de ses États membres, des efforts beaucoup plus sérieux et substantiels devraient être réalisés pour arriver à concrétiser les investissements nécessaires. La Belgique a pris la décision courageuse, je tiens à le dire, de réserver 10 % de son aide publique au développement de l'agriculture et d'arriver à terme à 15 %. Je pense que c'est un bon exemple pour les autres États membres de l'Union.

Parmi les évolutions positives, il faut noter que la Banque mondiale a eu le mérite de publier, en 2008, un rapport substantiel sur l'agriculture. Elle n'avait plus publié sur le sujet depuis 1982. Pendant une trentaine d'années, elle avait laissé de côté le problème agricole. Cette négligence vis-à-vis de l'agriculture, on pouvait la reprocher également aux organisations des Nations unies et aux institutions européennes. En 2008, j'ai sa-

lué, à Genève, la présentation du rapport de la Banque mondiale, mais j'ai précisé que le volet commercial restait faible. Le consensus de Washington n'est toujours pas fondamentalement remis en cause. Comment peut-on espérer voir les pays en développement relancer l'agriculture si leurs petits producteurs doivent continuer à faire face à la concurrence internationale ?

Il faut corriger cette inégalité, cette politique contradictoire.

Les différences de productivité entre l'agriculture du Sud et du Nord sont si énormes qu'il est indispensable que l'on mette en place une régulation des marchés agricoles. Cela implique également une augmentation, parfois considérable, des tarifs douaniers, pour que les producteurs nationaux puissent avoir une chance de faire face à la concurrence internationale.

Je plaide pour le même modèle de développement que celui que nous avons appliqué dans l'Union européenne avec des taxations souvent très élevées (de 60 % et plus) appliquées aux céréales, à la viande, aux produits laitiers. Les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) ont un plafond tarifaire de 20 %. Il faut corriger cette inégalité, cette politique contradictoire, il faut introduire une cohérence dans notre politique européenne et promouvoir le même degré de sécurité alimentaire que celui que nous avons appliqué pour nous-mêmes. ■

Propos recueillis par Pierre Coopman

Web

Entretien complet sur
www.sosfaim.org